

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session**

Rome, 1<sup>er</sup>- 2 décembre 2004

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

**RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR**

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU COULOIR CENTRAL**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Équateur	3
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET</b>	<b>4</b>
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects innovants	12
<b>TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>13</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>13</b>
 <b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS     L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	 <b>15</b>

**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN ECUADOR (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN ÉQUATEUR)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION (ORGANISATION ET GESTION DU PROJET)</b>	<b>5</b>
<b>V. RESULTS AND IMPACT MANAGEMENT SYSTEM (RIMS) (SYSTÈME DE GESTION DES RÉSULTATS ET DE L'IMPACT (SYGRI))</b>	<b>9</b>

### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire = Dollars des États-Unis

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

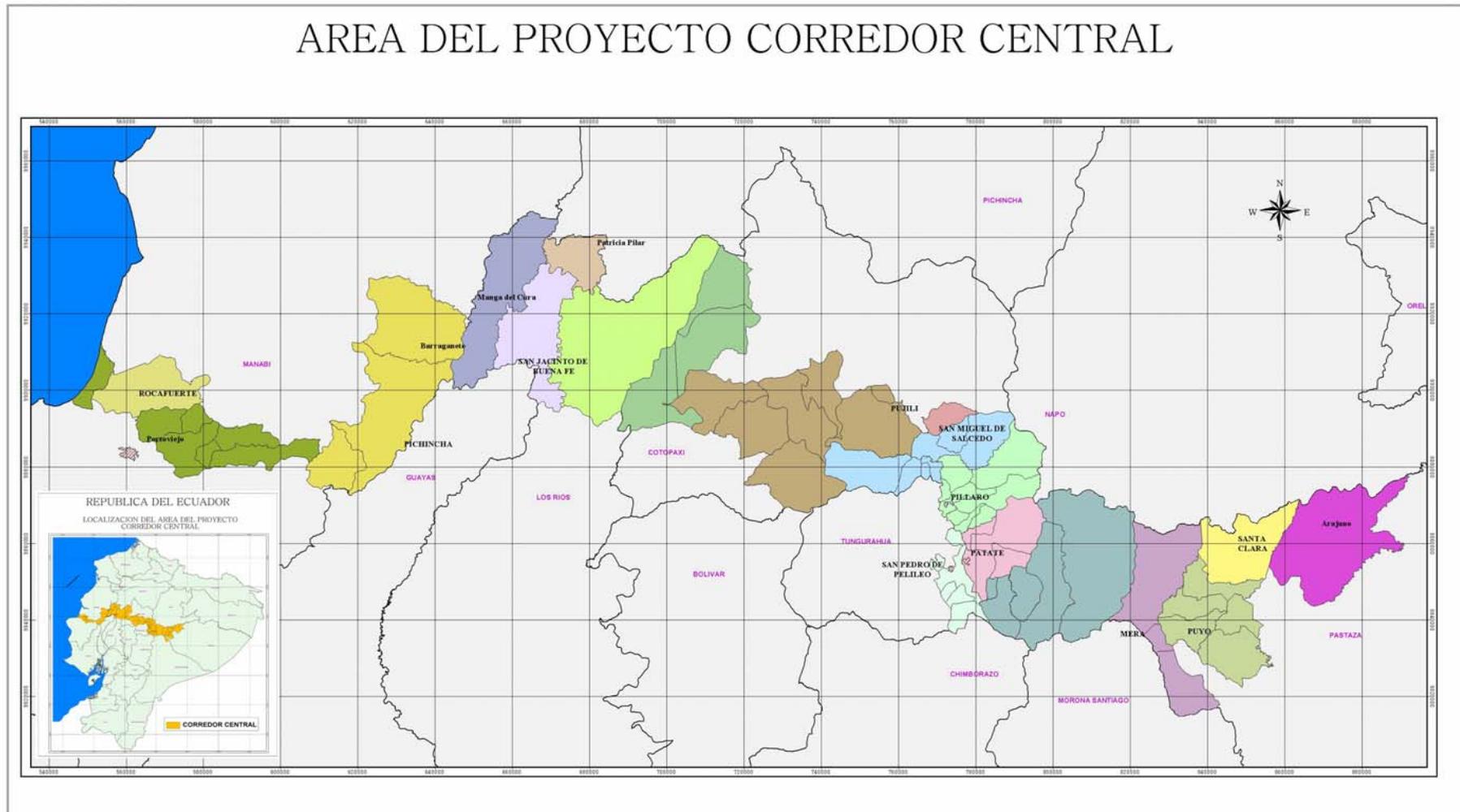
CPP	Comité de pilotage de projet
CRP	Chargé régional de projet
FECD	Fonds Équateur-Canada de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
SAD	Société andine de développement
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

### GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR

#### Année budgétaire

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

## CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source:



FIDA. Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

**RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR**

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU COULOIR CENTRAL**

**RÉSUMÉ DU PRÊT**

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République de l'Équateur
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Fonds Équateur-Canada de développement (FECD)
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	24,3 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	9,9 millions de DTS (équivalent approximativement à 14,8 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEUR:</b>	Le Fonds Équateur-Canada de développement (FECD)
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	5,0 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	1,2 million de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	3,3 millions de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Société andine de développement (SAD)

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires?** Le projet aura pour bénéficiaires directs 36 000 familles de petits cultivateurs et de microentrepreneurs vivant dans des territoires qui se succèdent le long d'un axe routier reliant la ville de Puyo dans la région amazonienne à la ville de Portoviejo dans la région côtière. La zone d'intervention se répartit entre cinq provinces, 17 cantons et 63 paroisses et couvre une superficie totale de près de 10 214 kilomètres carrés, et la population rurale est estimée à 355 173 habitants ou 79 257 familles rurales. On évalue par ailleurs à 66 437 le nombre de familles pauvres selon le critère des besoins essentiels non satisfaits. Les bénéficiaires ont été classés en trois catégories principales: les cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance, qui cultivent moins d'un hectare (ha); les petits producteurs qui possèdent entre 1 et 5 ha; et les micro et petits entrepreneurs vivant dans les bourgs et les villages le long de l'axe routier.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** Les évaluations de la pauvreté ont relevé comme facteurs déterminants: le manque de terre et de ressources productives, l'accès limité aux marchés, la rareté des services financiers et de transfert de technologie, et le manque d'emplois non agricoles. Dans la zone du projet, les cultivateurs, les paysans et les communautés autochtones pratiquant une agriculture de subsistance sont particulièrement pauvres en raison de la faible qualité et du morcellement des terres et, ils ont un accès limité à l'éducation, aux services de santé, à l'assistance technique et aux services financiers. Leurs stratégies de survie sont l'assistance mutuelle, le recours à la flore et à la faune autochtones, l'émigration saisonnière et le petit commerce. Les petits producteurs agricoles que l'on trouve principalement sur les hauts plateaux et dans la région côtière, sont pauvres essentiellement parce qu'ils n'ont pas de titres sur les terres qu'ils cultivent et peu accès à l'assistance technique et aux services financiers, sans compter l'extrême morcellement des terres. Leurs stratégies d'adaptation comprennent l'emploi non agricole et la diversification des revenus grâce à la production artisanale et au tourisme. Les micro et petits entrepreneurs, qui opèrent essentiellement dans le secteur informel, ont peu accès à la technologie et aux services financiers et ont massivement recours au crédit informel et à la main-d'œuvre familiale. Ces habitants ont du mal à obtenir la certification de leurs produits et ont besoin d'aide pour en améliorer la présentation et la commercialisation.

**Qu'est-ce que le projet leur apportera?** Le projet est articulé autour de cinq composantes principales, avec les objectifs suivants: accroître la participation et l'autonomisation des communautés, renforcer le capital social grâce à la formation et à l'échange d'expériences, renforcer et développer des services d'assistance technique, accroître les actifs physiques des bénéficiaires, faire une place aux questions d'égalité des sexes et offrir aux ménages dirigés par une femme la possibilité d'entreprendre des activités rémunératrices, et aider la population rurale à diversifier ses sources de revenus.

**De quelle manière les bénéficiaires participeront-ils au projet?** Le projet est conforme à l'approche du développement en prise sur la demande dans la mesure où les bénéficiaires assureront l'identification, la formulation, la passation des contrats, l'exécution et le suivi des sous-projets financés par le projet, lequel introduira également en Équateur l'approche du FIDA en matière de gestion des ressources naturelles qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays andins. Cette approche, qui consiste à attribuer aux familles et aux communautés des prix récompensant une amélioration de leurs actifs physiques, est éminemment participative puisque ce sont les bénéficiaires qui choisissent le type de compétition auquel ils souhaitent participer et qui passent contrat pour une assistance technique destinée à les aider durant la période en question. Les organisations locales seront représentées dans les jurys qui désigneront les gagnants. De la même manière, les groupes de cultivateurs, les artisans, et d'autres groupes culturels recevront des récompenses pour leurs produits et services. Dans le cadre de sa composante relative à la planification participative et à la création de capacités, le projet associera à ses activités les communautés locales et les organisations de la société civile, et les aidera à préparer des initiatives de développement territorial en coopération avec les autorités locales.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR**  
**POUR LE**  
**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU COULOIR CENTRAL**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de l'Équateur d'un montant de 9,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de développement du couloir central. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par la Société andine de développement (SAD) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. **Généralités.** L'Équateur est limitrophe du Pérou et de la Colombie sur la côte Pacifique de l'Amérique du Sud. Sa superficie terrestre est de 256 369 kilomètres carrés, y compris les îles Galapagos dans l'océan Pacifique. L'Équateur continental présente trois zones géographiques distinctes: la *Costa* (région côtière), la *Sierra* (hauts plateaux), et la région de la forêt pluviale amazonienne. Le pays est divisé administrativement en 22 provinces, 219 cantons et 1 149 paroisses.
2. La *Costa* couvre 27% de la superficie terrestre du pays. L'agriculture commerciale prédomine dans cette région, où l'on trouve beaucoup de grandes plantations, et de petites exploitations se consacrant à des cultures de rente: banane, riz, café et cacao. Avec près de 50% de la population, la *Costa* est la région qui a la plus forte densité démographique du pays.
3. La région de la *Sierra*, qui couvre 25% de la superficie terrestre du pays, est habitée principalement par une population autochtone se composant de petits cultivateurs qui pratiquent une agriculture de subsistance (maïs, pommes de terre et haricots). Environ 45% des habitants vivent dans cette région, où se trouvent la capitale Quito et plusieurs autres villes moyennes.
4. La région amazonienne représente 45% de la superficie totale du pays, avec une faible densité de population (quatre habitants au kilomètre carré). En raison de la fragilité des sols, la plus grande partie de la région amazonienne est impropre à l'agriculture. Les principales activités économiques sont l'extraction du pétrole et du gaz, le tourisme écologique et une agriculture de subsistance limitée.
5. **Situation économique.** Avec un revenu national brut de 1 080 USD en 2001 l'Équateur se range parmi les pays à faible revenu. Il a connu en 1999 de graves difficultés économiques: inflation accélérée, incapacité de rembourser la dette publique, et crise bancaire et monétaire. Après un certain nombre de mesures structurelles, dont l'adoption en janvier 2000 du dollar des États-Unis comme monnaie légale, les attentes se sont stabilisées, la confiance dans le système bancaire est revenue, et l'activité économique a amorcé un redressement. La croissance économique s'est cependant ralentie à nouveau en 2002 suite à des dérapages politiques. La discipline budgétaire s'est affaiblie avec les

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

fortes augmentations de la facture des rémunérations du secteur public. En septembre 2002, le Congrès équatorien a approuvé une loi de transparence, de stabilisation et de responsabilité budgétaire qui a fixé des règles budgétaires à moyen terme. L'administration du Président Lucio Gutiérrez, qui est entrée en fonction en janvier 2003, a pris des mesures audacieuses pour rétablir l'équilibre budgétaire, mettre en œuvre d'ambitieuses réformes structurelles, résoudre les problèmes que continuaient de poser les banques fermées, et moderniser les entreprises publiques. En mars 2003, le Fonds monétaire international a approuvé un arrangement stand-by de 205,0 millions de USD d'une durée de 13 mois en faveur de l'Équateur pour soutenir le programme économique et financier du pays jusqu'en mars 2004.

6. **Le secteur agricole.** En 2004, la part revenant à l'agriculture dans le produit intérieur brut a été de 10%, les parts revenant à l'industrie (pétrole et gaz), aux services, à la construction et au secteur manufacturier s'établissant à 23%, 55%, 7% et 5% respectivement. Ces dernières années, les exportations agricoles ont représenté près de 40% du total, bien que les exportations traditionnelles comme la banane, le café et le cacao aient reculé en raison des fluctuations de prix sur le marché international et de la faible croissance des volumes exportés. Le recensement agricole de 2000 a établi qu'il y avait 843 000 unités de production agricole dans le pays, couvrant une superficie de 12 356 000 hectares (ha), que 63% de ces unités de production étaient inférieures à 5 ha, que 19% seulement des terres agricoles étaient irriguées, et que dans la région de la *Sierra*, un tiers des parcelles étaient sans titre légal. Le recensement a aussi indiqué que seulement 7% des agriculteurs avaient accès à une assistance technique, 7% au système officiel de crédit, et que 22% n'avaient jamais été scolarisés. Selon la Banque mondiale, les réformes agraires n'ont eu pratiquement aucune incidence sur la répartition des terres, qui reste inégale aussi bien dans la région de la *Costa* que celle de la *Sierra*.

### **B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA**

7. Plusieurs enseignements se sont dégagés de la mise en œuvre du projet de développement rural de la région de Saraguro-Yacuambi, et du projet de développement en faveur des populations autochtones et afro-équatoriennes. Certains de ces enseignements présentent un intérêt pour l'exécution du nouveau projet, concernant notamment la nécessité de renforcer les capacités des organisations bénéficiaires et des administrations locales, d'affermir les identités culturelles, d'introduire les méthodes de transmission du savoir d'un agriculteur à l'autre dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, d'envisager d'entreprendre des études de référence dès les premiers stades de l'exécution du projet, et d'apporter des incitations à la passation de contrats d'assistance technique qui ne portent pas seulement sur les activités dans l'exploitation mais s'étendent à une large gamme de services tels que l'administration et la gestion, la transformation et la commercialisation, et aussi la fourniture de biens et de services culturels présentant une certaine valeur.

8. L'expérience du FIDA dans d'autres pays, notamment au Pérou, montre qu'une croissance du secteur agricole a un effet multiplicateur sur l'économie rurale non agricole, dans la mesure où elle crée de l'emploi et des revenus supplémentaires. L'économie rurale non agricole et les liens entre ville et campagne qui accompagnent son développement pourraient être renforcés, comme dans le cas du Pérou, ce qui favoriserait les liens commerciaux et faciliterait la création et/ou la modernisation de micro et petites entreprises dans les petits villages et les périphéries des villes. Une étude récente des innovations introduites dans les projets financés par le FIDA au Pérou a conclu que la réussite des projets est largement liée à la prise en compte d'activités qui sont de caractère rural mais ne se limitent pas à la production agricole.

9. Les leçons de l'expérience montrent aussi que la ligne du FIDA doit consister à aller au-delà: de la dimension du ménage individuel pour considérer les organisations et les communautés, de la simple gestion des ressources naturelles pour considérer une large gamme d'activités économiques avec de fortes liaisons ville/campagne, de la zone du projet pour embrasser toute une région, des initiatives

des donateurs pour se tourner vers les institutions gouvernementales, et du FIDA pour se tourner vers d'autres donateurs internationaux.

### C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Équateur

10. **Stratégie du FIDA.** Le cadre d'orientation du FIDA pour l'Équateur tient compte des conceptions de la lutte contre la pauvreté qui sont partagées par la communauté des donateurs. Il y a consensus sur la possibilité de réduire la pauvreté: i) en développant les espaces ruraux de manière participative; ii) en diversifiant l'économie rurale; iii) en créant de l'emploi non agricole; iv) en améliorant la compétitivité du secteur agricole grâce à la fourniture d'assistance technique; et v) en améliorant l'utilisation des ressources naturelles par les organisations territoriales. Ces axes stratégiques se retrouvent dans l'Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en avril 2004, dans les propositions contenues dans la récente Stratégie d'assistance aux pays de la Banque mondiale, et dans les notes d'orientation contenues dans le document *Équateur: agenda social et économique pour le nouveau Millénaire*<sup>2</sup>.

11. Les stratégies proposées dans le COSOP s'inscrivent dans le créneau que le FIDA s'est constitué en Équateur en termes de soutien à la planification participative, de reconnaissance des identités culturelles, d'appui aux initiatives locales, mais avant tout par l'affirmation des avantages que présentent les méthodes de développement en prise sur la demande. En conséquence, le projet: i) aura pour cible les communautés autochtones et paysannes; ii) accentuera l'intégration de la problématique hommes-femmes; iii) renforcera les capacités locales en matière de planification du développement et de recherche des opportunités économiques; et iv) introduira des mécanismes de passation de marchés et de prise de décision par les communautés elles-mêmes.

12. **Politiques de l'Équateur en matière de réduction de la pauvreté.** De vastes politiques de réduction de la pauvreté ont été annoncées peu après l'entrée en fonction du Président Gutiérrez. Elles sont inscrites dans un programme de développement économique et humain qui prévoit l'apport de crédit au secteur productif en mettant l'accent sur les moyennes entreprises et l'agriculture, la modernisation des services publics, la promotion des exportations, le ciblage des subventions et la fourniture d'incitations aux investissements étrangers. Ce programme vise à faire reculer la pauvreté et à élever les dépenses de santé et d'éducation pour lutter contre l'analphabétisme et la malnutrition. Le Ministère de l'économie et des finances a entrepris l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté afin d'optimiser les investissements à court et à long terme des institutions publiques et privées. Un premier projet de texte diffusé au sein des organisations gouvernementales et de la communauté des donateurs propose d'articuler la stratégie autour des cinq rubriques suivantes: macroéconomie, production, questions sociales, environnement et justice. Il admet aussi la nécessité d'aborder deux thèmes transversaux à savoir d'une part la gouvernance, et d'autre part les ressources naturelles et l'environnement.

13. **Justification du projet.** Le projet est en accord avec la stratégie de développement rural du gouvernement combinant une approche du développement territorial<sup>3</sup> avec le concept de développement le long d'un couloir<sup>4</sup>, qui ne vise pas seulement le développement d'une région donnée, mais insiste aussi sur la nécessité de renforcer les liaisons entre ville et campagne dans un

---

<sup>2</sup> Banque mondiale.

<sup>3</sup> L'approche du développement territorial est un processus qui s'attaque simultanément à la transformation de la production et à la réforme des institutions dans une zone rurale définie, l'objectif final étant de réduire la pauvreté.

<sup>4</sup> Le "couloir" est une zone géographique située le long d'une ligne continue renfermant une variété d'entreprises reliant les zones rurales, les bourgs et les villes intermédiaires. C'est un espace géographique/territorial possédant une activité économique dynamique qui tire son origine d'échanges économiques et culturels existant depuis des centaines d'années sur les routes commerciales traditionnelles des communautés andines.

espace continu qui permette de mieux relier les campagnes et leurs habitants aux bourgs et villes de moyenne importance, de manière à créer de meilleures perspectives d'emploi et d'activité rémunératrice en dehors de l'exploitation. Cette approche a été considérée avoir une grande importance dans le nouveau contexte du développement rural, du fait que l'intégration horizontale au niveau régional apparaît pertinente en Équateur. Le projet est basé sur la volonté du gouvernement d'aider les petits exploitants et entrepreneurs à développer leurs capacités dans le domaine du développement territorial, entendu comme un concept social dans lequel l'approche multidimensionnelle est un aspect essentiel. Les politiques de développement territorial rural attribuent une grande importance au fait de renforcer les capacités locales et de travailler dans le contexte d'une multiplicité d'interventions combinant les activités agricoles et l'appui au développement de l'artisanat, de l'élevage, de la pêche, du tourisme et du secteur des services en général. Le projet visera à développer des marchés de biens et de services intéressant les ruraux pauvres dans les limites d'un territoire bien défini. Bien qu'imparfaits de tels marchés ont un potentiel considérable et le projet aura un impact direct à la fois sur ces marchés et sur ceux permettant de valoriser la culture locale.

## DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

### A. Zone du projet et groupe cible

14. **Zone du projet.** La zone du projet, située dans l'Équateur central, s'étend sur les trois régions naturelles distinctes dont se compose le pays: la région de la forêt pluviale amazonienne, la région de la *Sierra*, et la région de la *Costa*. La zone du projet est extrêmement hétérogène et chacune des trois régions naturelles a des caractéristiques spécifiques. Bien que le réseau routier et les flux commerciaux aient amené à appliquer le concept de développement le long d'un corridor dans le cadre d'une approche de développement territorial, on peut, dans cet espace continu, distinguer trois territoires ayant chacun leurs propres liaisons campagne-ville. Ces territoires sont les suivants: le segment Portoviejo-La Mana dans la région côtière, le segment Pujili-Pelileo dans la région des hauts plateaux, et le segment Baños-Puyo dans la région amazonienne.

15. **Groupe cible.** La population totale dans la zone du projet est estimée à 355 173 habitants ou 79 257 familles rurales. Si l'on se fonde sur la méthode des besoins essentiels non satisfaits, environ 298 000 ruraux ou 66 437 familles doivent être considérés comme pauvres. Pour définir la typologie du groupe cible, on a utilisé les chiffres fournis par le recensement agricole de 2000 et distingué deux catégories: celle des cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance, définis comme ceux qui exploitent des unités de moins de 1 ha (16 000 familles), et celle des petits producteurs, définis comme ceux qui possèdent entre 1 et 5 ha (10 000 familles). Les estimations relatives aux microentrepreneurs ont été obtenues en recherchant le nombre de familles rurales vivant d'un travail indépendant, soit 7 000 ménages dirigés par des hommes et 3 000 ménages dirigés par des femmes. Le nombre de bénéficiaires du projet s'élève donc à 36 000 familles rurales.

16. **Problématique hommes-femmes.** Grâce à la mise en œuvre d'activités différenciées selon le sexe, on compte que le projet aura un impact positif sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes dans la zone du projet. Le projet proposé a une dimension visant spécifiquement la réduction de la pauvreté avec un souci d'équité entre les sexes. L'idée est d'arriver à un changement progressif des attitudes au moyen d'un accroissement de la participation conçu comme un processus. Les administrations locales favoriseront la participation des différents groupes sociaux et en particulier la participation des femmes et des jeunes. L'on veillera à sensibiliser les autorités locales et les équipes municipales à la question des disparités entre les sexes afin d'établir et de maintenir de bonnes relations de travail avec la population en général et différents groupes sociaux en particulier, notamment les femmes. Des moyens financiers seront prévus pour une assistance technique visant à mettre au point des instruments de planification et de gestion sociale dans un souci d'équité entre les sexes. Le projet prendra en compte l'hétérogénéité de la population et les disparités

qu'elle présente selon le sexe et selon l'âge. Il favorisera en outre l'initiative et l'esprit de concurrence entre les groupes en tenant compte des caractéristiques spécifiques de chacun de manière à introduire une dimension d'équité. Des diagnostics sur la situation en matière d'égalité entre les sexes seront établis pour les trois régions comprises dans la zone du projet. Le fait de favoriser une vision entrepreneuriale renforcera les organisations de femmes, et les projets d'activités économiques portés par des femmes recevront un soutien. On recherchera des alliances avec d'autres institutions et organismes pour apporter un soutien aux femmes en ce qui concerne leur rôle et leurs besoins familiaux. D'autres activités sont prévues: formation aux relations humaines et familiales pour sensibiliser les familles au problème de la participation des femmes aux activités productives; échanges d'expérience entre groupes de femmes et de jeunes; sensibilisation aux spécificités hommes-femmes et au développement humain pour les formateurs locaux potentiels; renforcement des organisations de femmes pour leur permettre de systématiser leurs savoirs et leurs pratiques; et sensibilisation des femmes à la valeur de leurs traditions et de leurs expressions culturelles.

### **B. Objectifs et portée**

17. **Objectifs et portée.** L'objectif d'ensemble du projet est d'améliorer les moyens d'existence de 36 000 familles rurales pauvres (communautés autochtones et paysannes, femmes et petits entrepreneurs) dans trois régions agroécologiques de l'Équateur. L'on y parviendra en offrant de plus amples possibilités de planification participative et en développant les capacités entrepreneuriales, en gérant les ressources naturelles d'une manière respectueuse de l'environnement et en reconnaissant la valeur des actifs culturels à dimension locale.

18. Les principaux objectifs du projet sont les suivants:

- renforcer les capacités nationales, locales et des communautés concernant le choix, la préparation et l'évaluation d'initiatives de développement intégré;
- encourager le développement d'initiatives locales et d'activités rémunératrices agricoles et non agricoles dans un espace continu ville-campagne;
- gérer les ressources naturelles d'une manière qui respecte l'environnement;
- reconnaître, remettre en valeur et systématiser les traditions et expressions culturelles locales.

### **C. Composantes**

19. Le projet est articulé autour de cinq grandes composantes: planification participative et renforcement des capacités; développement d'activités économiques rurales; gestion des ressources naturelles; traditions locales et diversité culturelle; gestion et administration du projet.

#### **Planification participative et renforcement des capacités**

20. Les objectifs de cette composante sont les suivants: aider le gouvernement, et plus précisément le Ministère de l'économie et des finances et le Ministère de l'agriculture, à établir un cadre global d'orientation relatif aux politiques de développement rural dans le contexte des stratégies de réduction de la pauvreté et mobiliser en ce sens les contributions des donateurs; aider les autorités locales à établir des plans de développement local présentant des idées novatrices pour encourager le développement territorial; et aider les groupes bénéficiaires à repérer de nouvelles opportunités économiques fondées sur la diversification et le développement du potentiel naturel et culturel dans les trois régions du projet.

21. Il y aura trois sous-composantes:

- **Établissement de programmes de réduction de la pauvreté rurale**, cette sous-composante consistant à élaborer des options en matière de politique de développement rural et de réduction de la pauvreté
- **Renforcement des administrations locales**. Le projet appuiera l'introduction d'instruments de planification tenant compte de la dimension territoriale; le développement de couloirs économiques; et les liaisons ville-campagne. Une attention spéciale sera accordée aux organisations de paroisse qui jouent un rôle important dans un système gouvernemental décentralisé. La participation de tous les intervenants locaux sera encouragée, qu'il s'agisse d'organismes gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales (ONG) ou de la société civile dans son ensemble.
- **Développement d'initiatives économiques innovantes**. Une assistance sera fournie aux organisations communautaires et autres groupes bénéficiaires pour les aider à identifier de nouvelles activités possibles et des produits porteurs d'identité locale. Une formation relative aux modalités opérationnelles du projet sera donnée, et une attention particulière sera accordée aux questions d'équité entre les sexes.

#### **Développement d'activités économiques rurales**

22. L'objectif de cette composante est de permettre aux bénéficiaires de s'engager dans des activités de diversification économique – en tenant dûment compte des conditions culturelles et naturelles spécifiques des différentes régions de la zone du projet. L'accent sera mis sur les produits et les services qui sont particuliers aux localités où les bénéficiaires vivent et exercent leurs activités.

23. Cette composante comprendra trois séries distinctes d'activités ayant chacune ses propres objectifs et ses propres résultats et produits:

- **Sous-projets de développement municipal intégré**. Cette sous-composante s'appuiera sur la stratégie et l'approche du Fonds Équateur-Canada de développement (FECD), qui intègre les dimensions humaine, sociale, environnementale et économique du développement, avec comme thèmes transversaux la dimension hommes-femmes et la dimension interculturelle.
- **Incitations à la passation de contrats pour une assistance technique**. Des incitations encourageront les groupes bénéficiaires à se procurer sous forme de services contractuels une assistance technique pour leurs activités de production, de transformation, de commercialisation et de gestion, y compris l'acquisition de titres fonciers, la certification de produits et tous autres services dont ils auraient besoin pour la commercialisation de produits alimentaires. Pour obtenir un financement les bénéficiaires devront concevoir eux-mêmes, formuler, mettre en œuvre et suivre dans leur déroulement les initiatives proposées.
- **Investissement dans des biens et services d'intérêt public**. Ici, le but sera d'améliorer l'environnement économique dans la zone du projet. Deux types d'initiatives recevront un financement: celles visant l'amélioration de l'état matériel des marchés et des circuits touristiques; et celles concernant l'amélioration des services d'information à l'intention des touristes et des entrepreneurs. Il est estimé que 54 sous-projets de cette nature seront mis en œuvre.

#### **Gestion des ressources naturelles**

24. L'objectif de cette composante est d'appuyer une gestion écologiquement viable des ressources naturelles dans la zone du projet et d'apporter une formation aux administrations et aux communautés

paysannes et autochtones locales pour les aider à améliorer leurs actifs physiques et à entreprendre des projets pilotes visant à la fois à préserver les ressources naturelles et à limiter la surexploitation des ressources forestières. Le projet financera 64 échanges d'expérience entre communautés participantes et accordera 192 stages de formation en cours d'emploi.

25. Cette composante comporte trois sous-composantes distinctes:

- **Formation à la gestion des ressources naturelles:** Les communautés locales seront initiées aux meilleures pratiques de préservation et/ou d'amélioration des ressources naturelles, et aux activités permettant d'obtenir un effet multiplicateur.
- **Sous-projets de gestion des ressources naturelles.** Cette sous-composante reproduira l'expérience réussie du FIDA en Équateur qui a consisté à attribuer des prix aux familles et aux communautés qui participaient à des concours conçus pour récompenser des pratiques améliorées ou perfectionnements divers. Ceci suppose que les communautés définissent le domaine dans lequel elles souhaitent concourir après avoir imaginé des solutions à certains problèmes de ressources naturelles au moyen de la cartographie géographique et du classement des niveaux de richesse en ressources naturelles.
- **Sous-projets de gestion de l'environnement.** Les communautés et administrations locales bénéficiaires recevront une aide leur permettant de mettre en œuvre des projets de gestion de l'environnement de nature innovante qui comprendront des projets utilisant la flore et la faune autochtones ainsi que des projets plus traditionnels de reboisement. Ces sous-projets aussi seront financés au moyen de prix récompensant les administrations et communautés locales qui présenteront des sous-projets innovants.

### Traditions locales et diversité culturelle

26. L'objectif de cette composante est de reconnaître la dimension culturelle du développement et la contribution que la culture peut apporter au bien-être économique et à l'accroissement des revenus. Il est de plus en plus admis en Équateur comme au sein de la communauté internationale des donateurs, que la richesse et la diversité culturelle de nombreuses communautés peuvent, moyennant un soutien approprié, renforcer l'estime de soi et les sentiments de fierté et contribuer à accroître les revenus.

27. Cette composante comprend trois sous-composantes ou groupes d'activités:

- **Sites culturels.** Cette sous-composante vise à la rénovation de sites culturels dans les municipalités de la zone du projet. La mise en œuvre s'appuiera sur une loi équatorienne qui permet aux contribuables de destiner jusqu'à 25% de leur impôt sur le revenu d'une année à la reconstruction ou à la rénovation de sites culturels dans les municipalités qui soutiennent de telles activités. Le projet comportera un mécanisme de dons de contrepartie venant compléter les contributions que l'autorité fiscale transfère aux municipalités.
- **Produits porteurs d'identité.** L'excellence dans la production de produits porteurs d'identité locale sera récompensée. Le projet organisera et/ou appuiera des foires où les producteurs et artisans locaux pourront concourir pour les prix.
- **Produits culturels.** Des prix seront attribués pour la mise en œuvre de sous-projets à assise culturelle. Il existe localement un grand nombre d'artistes et d'organisations culturelles qui, soit de manière indépendante, soit en liaison avec l'Institut du patrimoine culturel, pourraient entreprendre des sous-projets de nature très diverse propres à appuyer les identités locales et à accroître chez les habitants des localités de la zone du projet le sentiment de leur propre valeur.

### D. Coûts et financement

28. **Coûts du projet.** Le coût total du projet, pour une période d'exécution de cinq ans, est estimé à 24,3 millions de USD. Les provisions pour aléas financiers locaux sont estimées à 6%. Il n'y a pas lieu de prévoir de provision pour aléas d'exécution puisqu'il n'y aura pas d'investissement de capital physique.

**TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% du total des coûts de base
<b>A. Planification participative et renforcement des capacités</b>					
Programmes de réduction de la pauvreté rurale	312	-	312	-	1
Renforcement des administrations locales	127	-	127	-	1
Initiatives économiques innovantes	654	-	654	-	3
<b>Sous-total</b>	<b>1 093</b>	<b>-</b>	<b>1 093</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
<b>B. Développement d'activités économiques rurales</b>					
Sous-projets de développement municipal	5 940	-	5 940	-	26
Passation de contrats d'assistance technique	5 131	-	5 131	-	22
Investissement dans des biens et services d'intérêt public	945	-	945	-	4
<b>Sous-total</b>	<b>12 016</b>	<b>-</b>	<b>12 016</b>	<b>-</b>	<b>52</b>
<b>C. Gestion des ressources naturelles</b>					
Formation à la gestion des ressources naturelles	281	-	281	-	1
Sous-projets de gestion des ressources naturelles	3 374	-	3 374	-	15
Sous-projets de gestion de l'environnement	402	-	402	-	2
<b>Sous-total</b>	<b>4 057</b>	<b>-</b>	<b>4 057</b>	<b>-</b>	<b>18</b>
<b>D. Traditions locales et diversité culturelle</b>					
Sites culturels	1 330	-	1 330	-	6
Produits porteurs d'identité	847	-	847	-	4
Produits culturels	1 080	-	1 080	-	5
<b>Sous-total</b>	<b>3 257</b>	<b>-</b>	<b>3 257</b>	<b>-</b>	<b>14</b>
<b>E. Gestion et administration</b>	<b>2 499</b>	<b>-</b>	<b>2 499</b>	<b>-</b>	<b>11</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>22 922</b>	<b>-</b>	<b>22 922</b>	<b>-</b>	<b>100</b>
Provisions pour aléas d'exécution	-	-	-	-	-
Provisions pour aléas financiers	1 372	-	1 372	-	6
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>24 295</b>	<b>-</b>	<b>24 295</b>	<b>-</b>	<b>106</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

29. **Financement du projet.** Le FIDA accordera un prêt de 14,8 millions de USD, équivalant à 61% du coût total du projet. Le FECD apportera 5,0 millions de USD soit 20% du total, et le gouvernement prendra à sa charge tous les droits et taxes, d'un montant estimé à 1,2 million de USD. Les bénéficiaires apporteront, par l'intermédiaire de mécanismes de partage des coûts, un total de 3,3 millions de USD, soit 13% du coût total.

**TABEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		FECD		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (Hors taxe)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Planification participative et renforcement des capacités</b>													
Programmes de réduction de la pauvreté rurale	280	88,0	-	-	-	-	38	12,0	319	1,3	-	280	38
Renforcement des administrations locales	115	88,0	-	-	-	-	16	12,0	130	0,5	-	115	16
Initiatives économiques innovantes	593	88,0	-	-	-	-	81	12,0	673	2,8	-	593	81
<b>Sous-total</b>	<b>988</b>	<b>88,0</b>	-	-	-	-	<b>135</b>	<b>12,0</b>	<b>1 122</b>	<b>4,6</b>	-	<b>988</b>	<b>135</b>
<b>B. Développement d'activités économiques rurales</b>													
Sous-projets de développement municipal	-	-	4 992	79,2	558	8,8	757	12,0	6 306	26,0	-	5 550	757
Passation de contrats d'assistance technique	4 100	75,0	-	-	1 367	25,0	-	-	5 466	22,5	-	5 466	-
Investissement dans des biens et services d'intérêt public	783	78,6	-	-	214	21,4	-	-	997	4,1	-	997	-
<b>Sous-total</b>	<b>4 883</b>	<b>38,2</b>	<b>4 992</b>	<b>39,1</b>	<b>2 138</b>	<b>16,7</b>	<b>757</b>	<b>5,9</b>	<b>12 769</b>	<b>52,6</b>	-	<b>12 013</b>	<b>757</b>
<b>C. Gestion des ressources naturelles</b>													
Formation à la gestion des ressources naturelles	269	90,9	-	-	27	9,1	-	-	296	1,2	-	296	-
Sous-projets de gestion des ressources naturelles	3 535	98,5	-	-	55	1,5	-	-	3 589	14,8	-	3 589	-
Sous-projets de gestion de l'environnement	351	81,0	-	-	82	19,0	-	-	433	1,8	-	433	-
<b>Sous-total</b>	<b>4 154</b>	<b>96,2</b>	-	-	<b>163</b>	<b>3,8</b>	-	-	<b>4 318</b>	<b>17,8</b>	-	<b>4 318</b>	-
<b>D. Traditions locales et diversité culturelle</b>													
Sites culturels	735	52,5	-	-	664	47,5	-	-	1 400	5,8	-	1 400	-
Produits porteurs d'identité	893	100,0	-	-	-	-	-	-	893	3,7	-	893	-
Produits culturels	854	75,0	-	-	285	25,0	-	-	1 139	4,7	-	1 139	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 483</b>	<b>72,3</b>	-	-	<b>949</b>	<b>27,7</b>	-	-	<b>3 432</b>	<b>14,1</b>	-	<b>3 432</b>	-
<b>E. Gestion et administration</b>	<b>2 334</b>	<b>88,0</b>	-	-	-	-	<b>318</b>	<b>12,0</b>	<b>2 653</b>	<b>10,9</b>	-	<b>2 334</b>	<b>318</b>
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>14 842</b>	<b>61,1</b>	<b>4 992</b>	<b>20,5</b>	<b>3 250</b>	<b>13,4</b>	<b>1 210</b>	<b>5,0</b>	<b>24 295</b>	<b>100,0</b>	-	<b>23 085</b>	<b>1 210</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

30. **Passation des marchés.** Les marchés seront passés conformément aux procédures du FIDA. Les marchés pour la fourniture de biens comprennent les achats de véhicules, d'équipement informatique et de matériel de bureau. Les véhicules seront achetés sur appel d'offres national par le FECD. Les marchés pour la fourniture de services et de biens autres que les véhicules d'un coût inférieur à 50 000 USD seront adjugés après comparaison des prix ou consultation d'au moins trois fournisseurs nationaux qualifiés. La passation des marchés pour l'exécution des sous-projets relevant des sous-composantes: i) incitations à la passation de contrats d'assistance technique; ii) patrimoine culturel et développement et iii) biens et services d'intérêt public se fera selon les procédures définies dans l'Accord de prêt. Les marchés pour la fourniture de services seront adjugés sur la base de trois offres au mieux qualifié pour la fourniture des services requis. Les marchés attribués directement pour la tenue d'ateliers et de consultations sur le terrain d'un coût inférieur à 1 000 USD seront passés par l'Unité d'exécution du projet.

31. **Décaissements.** Pour faciliter les décaissements, un compte spécial en dollars des États-Unis sera ouvert par l'emprunteur au nom du projet à la Banque centrale de l'Équateur. À cette fin, le FECD demandera au Trésor équatorien d'amorcer la procédure en autorisant une allocation de 1,25 million de USD. Le compte spécial sera approvisionné conformément aux procédures établies du FIDA. Le FECD ouvrira deux comptes du projet dans une banque commerciale, à savoir un compte sur lequel seront déposés les fonds provenant du prêt du FIDA, et un autre sur lequel sera déposée la contribution du FECD au projet.

32. **Comptabilité et vérification des comptes.** La comptabilité du projet sera tenue conformément aux normes comptables internationales. Les comptes seront vérifiés chaque année par un cabinet d'audit internationalement reconnu acceptable par le FIDA. Les honoraires du cabinet d'audit seront payés sur les fonds provenant du prêt.

### **F. Organisation et gestion**

33. **Gestion du projet.** Le projet sera exécuté par le FECD conformément aux dispositions d'un accord subsidiaire signé par le Ministère de l'agriculture. Les sous-projets de développement municipal intégré financés par le FECD seront mis en œuvre selon ses procédures. La gestion d'ensemble du projet sera assurée par un directeur de projet qui fera rapport à un comité de pilotage du projet (CPP). Le directeur de projet sera assisté par un administrateur, un comptable et du personnel auxiliaire.

34. Trois bureaux extérieurs seront établis, à savoir un dans chaque région du projet. Ces bureaux seront installés dans les villes de Puyo pour la région amazonienne, Latacunga pour la région de la *Sierra* et Portoviejo pour la région de la *Costa*. Leur personnel comprendra un chargé régional de projet (CRP), un administrateur et du personnel auxiliaire.

35. Des comités locaux chargés de l'affectation des ressources seront établis dans chacune des régions du projet pour examiner les propositions de sous-projets. Ces comités jugeront des qualités et des défauts des sous-projets en se fondant sur une analyse préalablement effectuée par le CRP. Ces comités comprendront des représentants du Ministère de l'agriculture, de l'administration locale et des organisations bénéficiaires. Le CRP assurera le secrétariat du Comité.

36. **Coordination du projet.** La mise en œuvre du projet par le FECD exigera la mise en place d'un CPP séparé composé de représentants du Ministère de l'agriculture (président); du Ministère de l'économie et des finances, du FECD et du FIDA.

37. **Suivi et évaluation.** Le cadre logique a été établi conformément au Guide pratique de suivi-évaluation des projets du FIDA et au manuel de gestion en fonction des résultats du FECD. Ce dernier contient des informations détaillées et un glossaire des termes utilisés dans cette méthode de gestion ainsi qu'un cadre standard pour la présentation de résultats des projets. Suite à la décision prise en décembre 2003 par le Conseil d'administration de mettre en place le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, une matrice annotée associant les résultats et des indicateurs d'impact a été établie pour traduire en pratique la méthode SYGRI (appendice V au présent document). Cette matrice doit être lue en liaison avec le cadre logique. Vu la nécessité de garantir la cohérence entre la gestion en fonction des résultats du FECD et le SYGRI du FIDA, des fonds ont été réservés pour mettre sur pied un système de suivi unifié au démarrage du projet. Les activités de suivi et évaluation (S&E) comprendront des enquêtes au niveau des paroisses, des évaluations à mi-parcours et en fin de projet, et l'établissement d'un rapport d'achèvement de projet .

### **G. Justification économique**

38. **Bénéficiaires.** Conçu pour promouvoir toute une série d'activités différentes, le projet aura des effets positifs pour différents groupes de bénéficiaires. Les fonctionnaires des Ministères de l'économie et des finances et de l'agriculture tireront profit de leur initiation aux stratégies de réduction de la pauvreté mises à l'essai ailleurs. Les administrateurs des municipalités de la zone du projet, le personnel des ONG locales et d'autres organisations de la société civile tireront profit du savoir nouvellement acquis en matière de planification du développement territorial. Les groupes communautaires notamment les groupes de femmes tireront profit des projets d'investissement à l'échelon municipal du FECD, et les petits exploitants et microentrepreneurs tireront profit de l'assistance technique pour laquelle ils passent des contrats. Les entrepreneurs, les agriculteurs et les touristes tireront profit de l'amélioration de l'environnement économique au niveau local. Les fournisseurs locaux d'assistance technique pour la production, la transformation et la commercialisation ainsi que la gestion des ressources naturelles tireront profit de la formation reçue et des échanges d'expérience. Les groupes de cultivateurs et les communautés autochtones tireront profit de leur formation à la gestion des ressources naturelles. Les administrations locales et les organisations locales de la société civile tireront bénéfice de l'expérience acquise en exécutant d'utiles projets de protection de l'environnement au niveau municipal. Les administrations municipales bénéficieront des ressources fournies pour rénover des sites culturels, et les producteurs locaux de produits porteurs d'identité et de produits culturels seront récompensés de leurs efforts.

39. **Effets positifs.** Le projet devrait avoir des retombées favorables qui s'analysent comme suit: capacité plus grande du gouvernement à concevoir des politiques de développement rural en harmonie avec les mesures de lutte contre la pauvreté; renforcement des administrations locales, qui pourront introduire des mesures d'aménagement du territoire associant tous les intervenants locaux; capacité accrue des groupes bénéficiaires à concevoir et mettre en œuvre de nouvelles activités économiques; meilleure gestion des actifs physiques des communautés; valeur marchande accrue des produits locaux; et plus grande assurance des communautés et des individus quant à leur propre valeur.

40. **Analyse financière.** Afin de déterminer la viabilité et la rentabilité d'un certain nombre d'activités envisageables pour le groupe cible, 14 études de cas au total ont été établies. Les valeurs actuelles nettes vont de 69 USD à 35 000 USD. Les taux de rentabilité internes pour les études de cas s'échelonnent entre 4% et 64%. En moyenne, le taux de rentabilité interne atteint 35% pour tous les produits.

41. **Analyse économique.** Dans l'hypothèse d'une relative stabilité économique, sociale et politique, l'exécution du projet présente un taux de rentabilité économique de 15% sur une période de 5 ans. Ce taux a été calculé en tenant compte des accroissements de revenus des familles bénéficiaires et de l'appréciation des actifs. Le taux d'actualisation qui a été retenu est de 12%. La valeur actuelle nette du projet est positive.

## H. Risques

42. L'exécution du projet comporte un nombre limité de risques concernant: la rentabilité des activités économiques sélectionnées par les groupes bénéficiaires, qui dépendra de l'état de la demande et de la possibilité d'obtenir un prix suffisant pour les produits et les services; la capacité des administrations locales de concevoir et d'exécuter des plans de développement local; et l'aptitude des municipalités à créer un environnement favorable aux investissements.

43. Au premier risque on pourra répondre en encourageant l'emploi des outils de formulation des sous-projets mis au point par le FECD pour faire en sorte qu'une analyse financière sérieuse ait été effectuée avant l'approbation des initiatives des bénéficiaires. En jouant le rôle qui est le leur les comités d'allocation des ressources locales garantiront la transparence nécessaire dans l'affectation des ressources du projet. Au deuxième risque on répondra en formant les administrations locales à l'utilisation correcte et transparente des ressources financières à leur disposition. Les nouvelles activités économiques lancées par les bénéficiaires devraient améliorer les recettes des administrations locales par le biais des licences et redevances diverses. Enfin, le projet aidera les municipalités à promouvoir leurs projets de reconstruction de sites culturels, ce qui permettra de mobiliser à leur profit une partie de l'argent des contribuables. L'établissement de plans adéquats de développement local aidera aussi à mobiliser des ressources provenant du gouvernement et/ou des donateurs.

## I. Impact sur l'environnement

44. Le projet est classé en catégorie B. Étant donné que la zone du projet se compose de trois régions écologiques distinctes (*Costa*, *Sierra* et *Amazone*), le degré de vulnérabilité de l'environnement sera différent selon l'intensité variable de l'utilisation des ressources naturelles.

45. Afin de garantir un impact positif, les opérations du projet seront soumises à des critères d'environnement pour la sélection, le suivi et l'évaluation des initiatives financées, en tenant compte de la diversité écologique et culturelle de chaque région du projet. L'exécution des sous-projets respectera des règles de respect de l'environnement. On recherchera des alliances avec des organisations et des projets écologiques, nationaux et locaux de défense de l'environnement. Dans l'exécution de la composante planification participative et renforcement des capacités, les informations recueillies seront intégrées dans les dispositifs existants d'aménagement du territoire (tels que plans de gestion de zones et de forêts protégées, aménagement de couloirs de protection, plans locaux de développement municipal). En s'appuyant sur la participation locale, et sur les informations concernant l'état des ressources naturelles, on pourra concevoir des initiatives productives susceptibles de promouvoir la durabilité. En outre, la formation des administrateurs municipaux à l'aménagement de paysage écologiquement viable encouragera le développement de pratiques respectueuses de l'environnement. Dans l'exécution de la composante développement d'activités économiques rurales, l'accent sera mis sur les initiatives apportant une valeur ajoutée aux activités agricoles sans danger pour l'environnement. Il est prévu d'encourager l'agriculture et l'agroforesterie biologique ainsi que les associations de plantes incorporant des mécanismes de lutte contre les nuisibles. La composante traditions locales et diversité culturelle prendra appui sur la connaissance que les communautés autochtones ont de leur environnement et de leurs conditions naturelles, de manière à récompenser et promouvoir les produits porteurs d'identité et à empêcher qu'ils ne disparaissent graduellement ou définitivement.

## J. Aspects innovants

46. Les aspects innovants du projet résident dans le fait d'inciter à s'adresser au marché pour passer des contrats d'assistance technique, de mettre en œuvre un mécanisme de transfert de ressources financières pour la gestion des ressources naturelles à base de concours, et de récompenser l'excellence dans la production et la transformation de produits agricoles, artisanaux et culturels. Un

autre aspect innovant est lié à une particularité de l'Équateur, où les contribuables peuvent affecter jusqu'à 25% de leur impôt sur le revenu d'une année à la rénovation de sites culturels dans le cadre des plans et programmes de développement municipal. Le projet fera usage de ce mécanisme pour remettre en état des sites culturels, contribuant ainsi à générer des revenus provenant du tourisme.

### TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

47. Un accord de prêt entre la République de l'Équateur et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'Accord de prêt négocié est joint en annexe.

48. La République de l'Équateur est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

49. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

### QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

50. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de l'Équateur un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (9 900 000 DTS) venant à échéance le 15 novembre 2044 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge



**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES  
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**  
(Négociations de prêt conclues à Quito (Équateur) le 17 novembre 2004)

1. **Cofinancement.** Le Gouvernement de la République de l'Équateur (le Gouvernement), se propose d'obtenir du Fonds Équateur-Canada de développement (FECD), un cofinancement à fonds perdus d'un montant de 4 992 000 USD, destiné au financement du projet conformément aux conditions stipulées dans un accord de cofinancement qui sera conclu entre le FECD et le Gouvernement.
2. **Compte spécial.** Le Gouvernement ouvrira et maintiendra auprès de la Banque centrale de l'Équateur ou de toute autre banque désignée d'un commun accord par le Gouvernement et le FIDA, un compte spécial libellé en dollars des États-Unis pour le financement du projet.
3. **Unité technique du projet.** Le Ministère de l'agriculture assumera la responsabilité générale de l'exécution du projet et délèguera l'exécution technique de celui-ci au FECD aux termes d'un accord technique d'exécution qui définira les conditions et modalités de la participation du FECD. Le Gouvernement s'engage à désigner l'unité technique du projet et à en assurer le remplacement au cas où celle-ci serait dissoute ou renoncerait à ses obligations.
4. **Financement de l'exécution du projet.** Le Gouvernement mettra les ressources du prêt à la disposition de l'unité technique du projet et de toute autre partie au projet conformément aux plans de travail et budget annuels (PTBA), à l'Accord de prêt et à l'accord subsidiaire. Le Gouvernement veillera aussi à ce que l'unité technique du projet mette à la disposition de celui-ci les fonds provenant du cofinancement d'un montant de 4 992 000 USD conformément aux dispositions de l'Accord de prêt, et déposera sur le compte "B" du projet un montant de 100 000 USD provenant de ces fonds afin de couvrir les dépenses de la première année d'exécution et réalimentera ledit compte chaque année par anticipation en y déposant les fonds prévus dans le PTBA.
5. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement mettra à la disposition de l'unité technique du projet et de toute autre partie à celui-ci, pendant la durée d'exécution dudit projet, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres d'un montant équivalant à 1 210 000 USD, conformément aux procédures nationales en usage en matière de coopération au développement. À cet effet, le Gouvernement ouvrira pour chaque exercice budgétaire des crédits d'un montant équivalant aux fonds de contrepartie prévus dans le PTBA de l'année pertinente du projet et mettra ces crédits à la disposition de l'unité technique du projet par anticipation, en temps utile pour mener à bien le projet. L'apport du Gouvernement couvrira toutes les contributions requises en l'espèce par la législation nationale ainsi que tous les droits et taxes d'importation grevant les biens, travaux publics et services acquis dans le cadre du projet.
6. **Conditions supplémentaires de suspension.**
  - a) Le FIDA suspendra, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt si la vérification des comptes n'a pas été menée à bien dans le délai de six mois à compter de la date prévue à cet effet.
  - b) Le FIDA suspendra, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt: i) si le directeur du projet a été révoqué sans l'agrément préalable du FIDA; ii) si le FIDA a constaté que les avantages matériels du projet ne sont pas recueillis dans une mesure adéquate par le groupe cible ou s'ils échoient à des personnes étrangères à ce groupe; iii) si le manuel d'exécution ou l'une quelconque de ses dispositions a fait l'objet

d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans l'agrément préalable du FIDA et que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou autre modification a ou est susceptible d'avoir des conséquences négatives importantes pour le projet; iv) si une autorité compétente a pris des mesures visant à dissoudre l'unité technique du projet ou à suspendre ses opérations, ou intenté une action ou une procédure quelconque pour répartir tout bien de ladite institution entre ses créanciers, et que le Gouvernement n'a pas proposé d'autre institution comme unité technique du projet ou ne dispose pas d'autres fonds de cofinancement à des conditions jugées acceptables par le FIDA et si cette institution n'accepte pas les obligations de l'unité technique du projet à des conditions jugées acceptables par le FIDA; et v) si le Gouvernement n'a pas exécuté l'une quelconque des dispositions de l'Accord de prêt et que le FIDA a constaté que cette inexécution est ou est susceptible d'être préjudiciable au projet.

7. **Manuel d'exécution du projet.** L'unité technique du projet établira un projet de manuel d'exécution et le soumettra au FIDA afin qu'il formule ses observations et donne son aval, et transmettra ensuite ce projet au comité de coordination du projet (CCP) pour approbation.

8. **Accord subsidiaire.** Le Gouvernement et le Ministère de l'agriculture concluront un accord, jugé acceptable par le FIDA, en vertu duquel le Ministère de l'économie et des finances transférera au Ministère de l'agriculture les ressources, droits et obligations nécessaires à l'exécution du projet.

9. **Accord technique d'exécution.** Le Ministère de l'agriculture et l'unité technique du projet concluront un accord, jugé acceptable par le FIDA, en vertu duquel le Ministère désignera le FECD comme unité technique du projet et transférera à celui-ci les fonds disponibles et autres ressources, droits et obligations nécessaires à l'exécution du projet.

10. **Participation des femmes et des populations autochtones bénéficiaires du projet.** Le Gouvernement s'engage à ce que les femmes et les populations autochtones participent pleinement à toutes les activités du projet et en soient dûment bénéficiaires, et à ce que les intérêts des populations autochtones bénéficiaires du projet soient respectés pendant toute l'exécution de celui-ci et, à cette fin, il veillera: i) à ce que le projet soit mené à bien conformément aux dispositions de la législation nationale relative aux populations autochtones bénéficiaires du projet; ii) à ce que les communautés autochtones soient dûment et équitablement représentées dans les activités du projet; iii) à ce que les communautés autochtones bénéficiaires du projet participent à la politique de dialogue et aux instances locales de gouvernement; iv) à ce que les déclarations, accords et/ou conventions que le Gouvernement a ratifiés concernant la protection des populations autochtones bénéficiaires du projet soient respectés; v) à ce que le projet n'empiète pas sur des territoires occupés traditionnellement par des communautés autochtones.

11. **Conditions d'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:

- (a) le directeur du projet a été dûment nommé avec l'agrément préalable du FIDA;
- (b) le CCP a été créé à la satisfaction du FIDA;
- (c) l'unité technique du projet a été désignée conformément aux dispositions de l'Accord de prêt et de l'accord technique d'exécution;
- (d) l'Unité d'exécution du projet a été dûment créée;
- (e) l'accord de cofinancement conclu entre l'unité technique du projet et le Gouvernement a été signé à la satisfaction du FIDA;

- (f) l'accord technique d'exécution a été signé à la satisfaction du FIDA;
- (g) l'accord subsidiaire a été signé à la satisfaction du FIDA;
- (h) le compte spécial et les comptes du projet ont été dûment ouverts;
- (i) l'accord de projet est entré en vigueur conformément à ses dispositions;
- (j) l'Accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances gouvernementales compétentes; et
- (k) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable émanant du Sous-Secrétariat général du Gouvernement aux affaires juridiques (*Subsecretería General Jurídica*) et jugé acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond.



COUNTRY DATA

ECUADOR

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand), 2001 1/</b>	276	<b>GNI per capita (USD), 2001 1/</b>	1 080
<b>Total population (million), 2001 1/</b>	12.88	<b>GDP per capita growth (annual %), 2000 1/</b>	3.7
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>), 2001 1/</b>	47	<b>Inflation, consumer prices (annual %), 2001 1/</b>	38
<b>Legal tender – United States dollar</b>			
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	1.9	GDP (USD million) 2001 1/	17 982
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	24	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	2.2
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	6	1991-2001	1.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	24	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	70	% agriculture	11
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	6.1 a/	% industry	33
Poor as % of total rural population 1/	47.0 a/	% manufacturing	18
Total labour force (million) 2001 1/	5.10	% services	56
Female labour force as % of total 2001 1/	28	Consumption, 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	10
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	115 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	68
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	8	Gross domestic savings (as % of GDP)	22
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	2 562	Merchandise exports 2001 1/	4 495
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	27 a/	Merchandise imports 2001 1/	5 299
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	15 a/	Balance of merchandise trade	-804
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	2 a/	before official transfers 2001 1/	-2350 a/
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	-800 a/
Population using improved water sources (%) 2001 3/	85	Foreign direct investment net 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	0-49	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2001 3/	86	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2000 1/	8	Total external debt (USD million) 2001 1/	13 909
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	1 045	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	90
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	162	Total debt service (% of exports of goods and services) 2000 1/	21
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	2 257	Lending interest rate (%) 2001 1/	16
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	7
Arable land as % of land area 2000 1/	6		
Forest area as % of total land area 2000 1/	38		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	29		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2003.

2/ United Nations Development Programme (UNDP), *Human Development Report*, 2000.

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003.

## PREVIOUS IFAD FINANCING IN ECUADOR

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of Approved Amount)
Fishery Development Project	IDB	IDB	I	24 Oct. 78	1 Feb 80	1 Dec 83	L - I - 6 - EC	USD	5 800 000	5%
Sur de Loja Integrated Rural Development Project	IFAD	IDB	I	13 Dec 83	11 Oct 85	31 Dec 91	L - I - 135 - EC	SDR	5 150 000	58%
Upper Basin of the Cañar River Rural Development Project	IFAD	CAF	I	12 Dec. 90	6 May 92	30 Jun 01	L-I-275-EC	SDR	4 850 000	100%
Saraguro-Yacuambi Rural Development Project	IFAD	CAF	I	03 Dec 92	24 May 94	30 Jun 02	L-I-321-EC	SDR	8 150 000	100%
Indigenous & Afro-Ecuadorian Peoples' Development Project	World Bank/IBRD	World Bank/IBRD	I	04 Dec 97	2 Nov 98	31 Dec 04	L-I-464-EC	SDR	10 850 000	87%

IBRD: International Bank for Reconstruction and Development (World Bank Group)

IDB: Inter-American Development Bank

## LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE	INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
<p style="text-align: center;"><b>DEVELOPMENT GOAL</b></p> <p>Reduced poverty among targeted peasant and indigenous communities, subsistence farmers, small-scale entrepreneurs, both men and women</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poverty levels reduced by 50% by 2015 (Millennium Development Goal)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project baseline reports</li> <li>Integrated System of Social Indicators database</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sustained poverty reduction programmes implemented</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>PURPOSE</b></p> <p>Improve the livelihoods of poor small-scale farmers, peasants, women and microentrepreneurs in three agro-ecological regions of Ecuador by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Improving Government's capacity to address rural poverty</li> <li>Increasing opportunities for preparing local development plans</li> <li>Supporting efforts to engage in investment opportunities</li> <li>Properly managing natural resources</li> <li>Investing in culture-related activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>60% of families with access to project resources increase their annual incomes by 10-30% (RIMS)</li> <li>60% of families with access to project resources increase the value of their assets (land and homes) by 10% (RIMS)</li> <li>60% of families with access to project resources increase the value of their physical assets by 10% (RIMS)</li> <li>Between start-up and end of project, increased number of organizations do business in markets for at least two years</li> <li>25% of profitable rural economic activities managed by women (RIMS)</li> <li>30% of women have better access to rural services (TA services)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sample household surveys at the municipal level</li> <li>Review and analysis of secondary sources and statistics</li> <li>Analysis of local economic activities (baseline, mid term and end -of-project)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Productive capacity of natural resources is not further degraded by intensification of agricultural production or natural disasters</li> <li>Economic production is not harmed by Government countermeasures</li> <li>Beneficiaries and institutions able to take advantage of project benefits</li> </ul>
<p><b>Output 1: Participatory Planning and Capacity Building</b></p> <p>National and local governments, farmers' and women's groups are able to: (i) institute rural development policies in the context of poverty reduction strategy; (ii) prepare local development plans; and (iii) design business plans for new and diversified economic activities</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Three policy documents prepared</li> <li>Eighteen municipal plans developed effectively</li> <li>640 beneficiary groups able to prioritize and identify economic development opportunities, of which 20% are initiatives identified by women's groups</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assessments of local governments</li> <li>Training programme reports</li> <li>Publicity campaigns</li> <li>Assessments of farmers' and women's groups</li> <li>Cantonal baseline surveys</li> <li>Economic development priority lists</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Local governments have sufficient financial and human resources to lead the participatory process</li> <li>Farmers' and women's groups willing to participate</li> </ul>
<p><b>Output 2: Rural Business Development</b></p> <p>Farmers' and women's groups and small-scale entrepreneurs increase their potential for furthering economic opportunities and diversification, taking account of cultural and natural conditions and/or advantages in the three project regions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>60% of beneficiary households, including 20% of woman-headed households, benefit from at least a 20% increase in income (RIMS)</li> <li>25% of recipients of TA incentives continue to contract services after project completion; public goods and services funded by project are adequately operated and maintained after project completion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analysis of local economic activity</li> <li>Sample household surveys (baseline, mid-term and end-of-project evaluations)</li> <li>Municipal records</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Increased economic diversity financially profitable</li> <li>Sufficient market demand and adequate prices for products and services</li> <li>Local organizations able to mobilize counterpart funds to implement new public goods and services</li> </ul>
<p><b>Output 3: Management of Natural Resources</b></p> <p>Farmers' and women's groups, and small-scale entrepreneurs and their organizations manage their physical assets in a sustainable manner</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>75% of 420 participating communities adopt at least two sustainable practices</li> <li>75% of 7 600 participating families, of which 20% are woman-headed households, adopt at least two sustainable practices</li> <li>75% of environmental management sub-projects reduce land degradation/deforestation/environmental contamination by 10%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Land surveys and environmental records</li> <li>Land-use maps and records</li> <li>Baseline surveys, mid-term and end-of-term project evaluations</li> <li>Environmental records</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Household heads willing to improve their physical assets</li> <li>A combination of command and control and incentives contributes to reduced deforestation and less soil fertility loss</li> <li>New practices easily adopted by target groups under difficult economic conditions</li> <li>Control mechanisms are depoliticized</li> </ul>
<p><b>Output 4: Local Knowledge and Cultural Diversity</b></p> <p>Local communities enhance their self-esteem, better their economic well-being, and increase their incomes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>25% of all potential heritage sites restored (RIMS)</li> <li>25% of all product and services identified successfully marketed</li> <li>25% of all culture-based sub-projects profitable</li> <li>At least one new product or service has been introduced per canton to diversify sources of incomes and markets</li> <li>75% of potential practices and practitioners registered</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cultural maps</li> <li>Entrepreneurship directories</li> <li>Sales records</li> <li>Baseline surveys, mid-term and end-of-project evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Municipalities able to generate interest among contributors with regard to rehabilitation of historical sites</li> <li>Cultural products of sufficient quality to generate interest and demand</li> <li>Strong market interest in products and services rewarded for excellence</li> <li>A regulatory body exists to issue Certificates of Origin</li> </ul>

**ACTIVITIES**

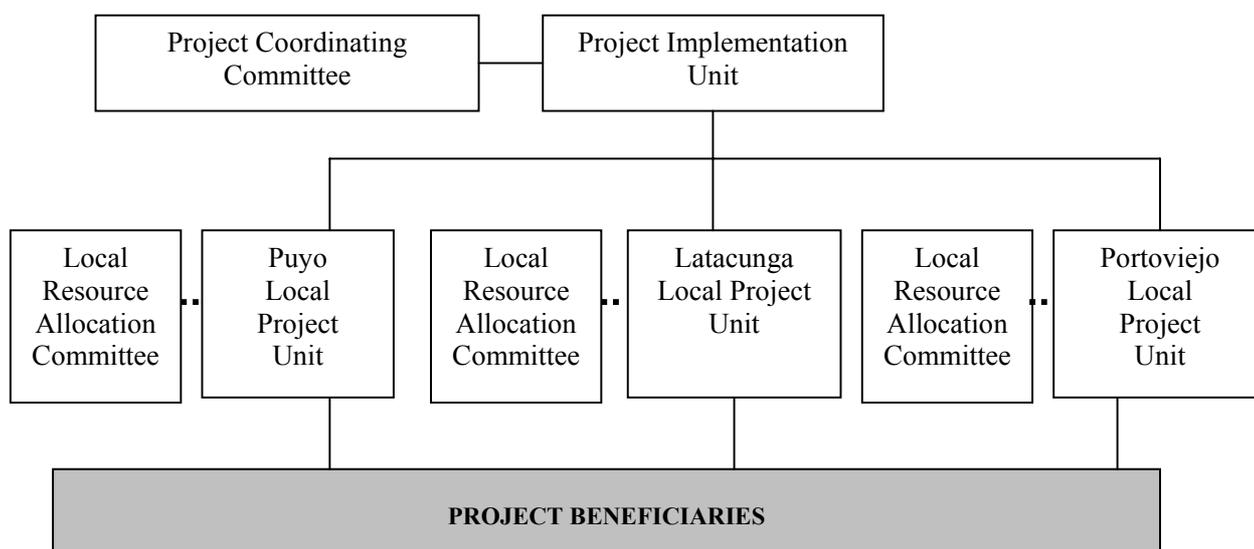
<b>PARTICIPATORY PLANNING AND CAPACITY BUILDING</b>	<b>REAL BUSINESS DEVELOPMENT</b>	<b>MANAGEMENT OF NATURAL RESOURCES</b>	<b>LOCAL KNOWLEDGE AND CULTURAL DIVERSITY</b>
<p>➤ <b>Developing Government’s capacity to institute rural development policies in the context of poverty reduction strategies</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inter-ministerial consultations</li> <li>• Study tours to successful experiences in Latin America</li> <li>• Technical studies on relevant subjects</li> <li>• Publication of results</li> </ul> <p>➤ <b>Strengthening local governments to develop and implement participatory planning and development processes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organizational assessment of local governments</li> <li>• Development and implementation of municipal programmes</li> <li>• Systematization and dissemination of results</li> </ul> <p>➤ <b>Strengthening capacity of farmers’ and women’s groups to identify different economic development opportunities</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Value chain analysis</li> <li>• Municipal baseline surveys</li> <li>• Focus-group discussions and stakeholder meetings</li> <li>• Identification of gender dimensions</li> </ul> <p><b>GENDER ACTIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Municipal staff sensitized to gender issues</li> <li>• Municipal staff trained to address needs of rural women</li> <li>• Women staff at municipalities are trained in gender issues and in participatory planning</li> <li>• Gender awareness sessions included in participatory planning</li> </ul>	<p>➤ <b>Establishing demand-driven mechanisms for cofinancing economic and social initiatives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appraisals of integral municipal development sub-project proposals</li> <li>• Sub-project implementation</li> </ul> <p>➤ <b>Establishing demand-driven technical and management advisory services</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification and formulation of sub-projects</li> <li>• TA sub-project implementation, including signing of contracts and opening of bank accounts</li> <li>• Training of service providers</li> <li>• Supply-side support</li> <li>• Exchanges of experiences among producers and in-service training</li> </ul> <p>➤ <b>Implementing public goods and services sub-projects</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assess and conduct situational analyses</li> <li>• Implement sub-projects: (i) improvement of environment and sanitary conditions of market places; (ii) improvement of tourism-related environmental conditions; and (iii) improvement of information services for tourists and entrepreneurs</li> </ul> <p><b>GENDER ACTIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthening women’s involvement in rural business activities</li> <li>• Identification of women-led businesses</li> <li>• Impact studies</li> </ul>	<p>➤ <b>Small-scale producers, farmers and indigenous communities identify their training requirements for managing physical assets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Community exchanges</li> <li>• Farmer-to-farmer training</li> <li>• Information systematization and dissemination</li> <li>• Identification and hiring of community trainers</li> </ul> <p>➤ <b>Small-scale producers, farmers and indigenous communities manage their physical assets through competitive awards</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion of activities</li> <li>• Situational diagnoses (transects and wealth-ranking exercises)</li> <li>• Sub-project implementation, including competitive awards</li> </ul> <p>➤ <b>Communities and local governments identify environmental management projects and successfully compete for project resources</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Provide preinvestment support</li> <li>• Calls for proposals</li> <li>• Sub-project implementation</li> </ul> <p><b>GENDER ACTIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Women-related issues considered in weighting of projects for implementation</li> </ul>	<p>➤ <b>Identifying and recovering existing heritage sites</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cultural mapping</li> <li>• Dissemination of information</li> <li>• Municipalities receive resources from tax returns</li> <li>• Sub-project implementation</li> </ul> <p>➤ <b>Identifying identity products and promoting excellency</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organize fairs and negotiating venues</li> </ul> <p>➤ <b>Identifying and promoting local cultural products and manifestations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Calls for proposals</li> <li>• Sub-project implementation</li> </ul> <p><b>GENDER ACTIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Women artists and artisans identified</li> </ul> <p><b>Sub-projects weighted for inclusion of gender issues in cultural products</b></p>

## ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION

### A. Coordination and Project Management

1. **Coordination.** Overall project guidance will be provided by a PSC composed of representatives of the MAG, MEF, IFAD and FECD. The project director will act as the secretariat of the PSC, which will meet every three months and be responsible for reviewing and approving the project's annual work programmes and budgets (AWP/Bs) prepared by the PIU.
2. The PSC will provide overall guidance on project implementation. More specifically, it will: (i) approve the appointment of the project director, who will be recruited in accordance with selection procedures acceptable to IFAD; (ii) review and approve the project AWP/Bs; (iii) review mid-term review and annual progress reports; and (iv) review/approve sub-project grants of more than USD 200 000 for environmental improvement projects and heritage site rehabilitation. The FEDC board of governors will approve projects costing more than USD 200 000 financed by FECD under the integrated municipal development sub-projects sub-component.
3. **Management.** A PIU will be established at Latacunga in Cotopaxi Province and staffed by a project director, recruited in accordance with selection procedures acceptable to IFAD, and an administrator, an accountant and support staff. The project director will be expected to: (i) provide overall leadership and oversee the implementation of project activities; (ii) prepare AWP/Bs; (iii) act as secretariat to the PSC; (iv) represent the project in dealings with government authorities, other donors and civil-society organizations; (v) review project evaluations; and (vi) submit progress reports and other documents for review by IFAD and the cooperating institution. The administrator will be responsible for preparing and maintaining proper records of all disbursements, procurement and accounts; supervising the work of an accountant and support staff; providing inputs for preparation of AWP/Bs; and preparing requests for replenishing the Special Account, in accordance with the provisions of IFAD and the cooperating institution.
4. Given the heterogeneity of the project area and since project activities will be undertaken in three distinct regions of the country, project field offices will be established in Puyo for the Amazonian region; in Latacunga for the *Sierra* region; and in Portoviejo for the *Costa* region. Staffing will include an RPO, an administrator and support staff for each region. The RPOs will be responsible for: (i) assessing beneficiary conditions at project start-up; (ii) maintaining a database on NGOs and beneficiary organizations in the project areas; (iii) preparing AWP/Bs for the respective offices; (iv) promoting project activities among beneficiary communities; (v) preparing quarterly project reports; (vi) liaising with the PSC as required; (vii) authorizing local disbursements in cooperation with the regional accountant; and (viii) assisting in project monitoring. The regional accountant will be responsible for local disbursements and procurement and for maintaining project accounts in accordance with sound accounting practices. The RPOs will act as the secretariats for the LRACs.
5. LRACs will be established on an ad hoc basis in each project area to review and approve TA sub-projects. These committees will assess the merits and demerits of sub-projects based on prior analysis carried out by the RPO. The committees will include representatives of the MAG, local government and beneficiary organizations.

## PROJECT ORGANIZATIONAL STRUCTURE



## B. Executing Agency: Ecuadorian-Canadian Development Fund

6. **Background.** The FECD was established in August 1990 by a Memorandum of Understanding (MOU) setting out the responsibilities of the Governments of Canada and Ecuador. The MOU, which supplements the economic, commercial and development agreement signed by Canada and Ecuador in October 1983, indicates the authorities responsible for implementing obligations under the MOU: the Canadian International Development Agency (CIDA) for Canada, and, for Ecuador, the Ministry of Foreign Affairs and the National Development Council (CONADE) (now the National Planning Office (ODEPLAN)). The termination date of the original agreement was extended until 2009 by an exchange of letters.

7. **Objectives.** The objectives of FECD are to contribute to reaching targets set out in Ecuadorian development plans and those of CIDA's technical and financial cooperation programme in Ecuador. The institution was established to finance the local costs of projects and of activities identified by the secretariat of FECD.

8. **Mandate, programmes and projects.** FECD resources are used to support organizations in the implementation of programmes and projects aimed at improving living conditions in rural areas, and to promote sustainable economic development in rural Ecuador. At the project level, FECD accords priority to viable associative productive projects that ensure self-sufficiency and self-management in the short term and have demonstrable multiplier effects. Priority is given to the following activities in rural areas: agricultural production; soil and water management and conservation; primary health care, basic education and social welfare; and small-scale agricultural infrastructure. Programmes and projects are expected to have a significant impact on the most vulnerable groups by increasing beneficiaries' social and economic well-being; improving basic health care, education and social welfare; increasing incomes and ensuring sustainable production; and supporting research directly linked to production activities.

9. **Institutional and organizational structure.** FECD's institutional and organizational structure includes a board of governors and a secretariat. The board of governors is composed of five members. These were originally the Secretary-General of CONADE, the General Manager of the Ecuadorian Central Bank, the Canadian Ambassador to Ecuador, the Director of CIDA's Andes Programme, and a fifth independent member appointed by mutual agreement between the other governors. Today, the Ecuadorian members on the board are representatives of ODEPLAN and the Ecuadorian Institute for International Cooperation. The Board nominates the Ecuadorian director of the Fund; ensures that all FECD operations are consistent with its overall objectives and principles; approves eligibility criteria for projects to be funded; draws up management policies; approves projects, programmes and budgets; contracts evaluators and independent auditors; meets twice-yearly to review activities, consider new programmes and projects and approve budgets; approves AWP/Bs; and authorizes individuals to manage and sign FECD bank accounts.

10. The secretariat of FECD is headed by one Ecuadorian and one Canadian director. Both are experts in rural development and are not officials of their respective governments. FECD has the following staff: (i) an administrator, sector specialists, support staff and short-term staff specialists as required. The secretariat is responsible for receiving, administering, managing and disbursing the funds generated by projects as agreed with CIDA; preparing regular activity reports; identifying and evaluating projects and programmes eligible for funding; establishing eligibility criteria for programmes and projects; providing technical and management assistance to implementing agencies of programmes and projects; ensuring proper M&E of approved programmes and projects, including reporting systems; and establishing the necessary procedures and documentation for approving programmes and projects. FECD disburses approximately USD 4.0 million a year, but this may vary depending on the amount of counterpart funding from different sources. Operations are undertaken by a senior project manager and five project officers.

### IMPLEMENTATION RESPONSIBILITIES

IFAD	CAF	MEF	MAG	FECD*	Local Governments	Beneficiary organizations
Negotiate and sign loan agreement	Supervise project implementation	Negotiate and sign loan agreement	Subscribe supplementary agreement with FECD	Subscribe supplementary agreement with MAG	Participate fully in preparation of local development plans	Take lead in identifying, formulating, implementing and monitoring sub-projects
Review and approve selection of project director and other PIU staff	Channel requests for replenishment of the Special Account	Represent the borrower in PSC meetings	Chair meetings of PSC	Finalize project operations manual	Participate as members of LRAC	Participate in LRAC meetings to present and defend sub-project proposals
Review and approve revised project operations manual		Jointly with MAG, implement a training programme on rural development policies in the context of poverty reduction strategies	Participate in implementation of project activities and facilitate synergy between the project and other projects under its mandate	Establish PIU and execute the project	Cofinance municipal environmental sub-projects	Sign contractual obligations with project and with providers of technical assistance
Participate in PSC				Assume full responsibility for the funding, implementation and monitoring of the integrated municipal development sub-projects		Contract training services and trainers
Approve appointment of external auditors			Jointly with MEF, implement a training programme on rural development policies in the context of poverty reduction strategies			Open bank accounts to receive project funds
Approve disbursement						
Participate in joint supervision missions						

\* FECD will be responsible for overall implementation of the project based on its appointment as executing agency by MAG in accordance with stipulations contained in a subsidiary agreement or other legal instrument signed between FECD and MAG. The FECD will be entirely responsible for implementation of the integrated municipal development sub-projects and follow FECD procedures for project identification, formulation, approval, implementation and M&E.

## APPENDIX V

## RESULTS AND IMPACT MANAGEMENT SYSTEM

Activity Clusters	First-Level Results	Second-Level Results
All clusters	<p>26 000 project-financed families increase the value of their private assets by at least 10% (land, livestock or workshops)</p> <p>Subsistence families will increase food production by at least 20% and some of this increase will help food security</p> <p>Additionally, 9 000 project-financed families increase their public assets by at least 10% (sanitary conditions in fairs, tourist circuits, and information services)</p>	<p>18 000 or 70% of targeted families use project increased assets (land, livestock, or workshops) profitably</p> <p>Food security coverage indexes improve by at least 15% for about 13 500 families</p> <p>Additionally, 4 500 families (or 50% of targeted families) have access to public goods and services one year after sub-project completion (sanitary conditions in fairs, tourist circuits and information services)</p>
Participatory planning and capacity building	<p>18 municipality plans are effective</p> <p>Each municipality plan includes a 10% increase in drinking water coverage</p> <p>640 business plans are formulated, 128 of which are for women's groups</p>	<p>32 local business plans are included in municipality plans, 20% of which are for women's groups</p> <p>10% of incremental drinking water systems are fully working</p> <p>64 women's groups' business plans have been financed and are fully working</p>
Integral municipal development sub-projects	<p>13 500 families increased their annual income by 20-30%, of which:</p> <p>(i) 1 300 families have access to reproductive health training courses</p> <p>(ii) 1 300 men have access to saving accounts</p> <p>(iii) 2 600 women have access to accounts</p> <p>(iv) 7 000 families have access to sub-project production facilities such as stockyards, workshops and improved farms</p>	<p>8 100 families (or 60% of targeted families) are using their assets profitably two years after sub-project completion; of these 2 600 are woman-headed households</p> <p>(i) 1 000 household heads (50% women) use the reproductive health training received</p> <p>(ii) 1 000 new saving accounts opened by men are fully operational</p> <p>(iii) 2 000 new saving accounts opened by women are fully operational</p> <p>(iv) 3 600 targeted families use their production facilities (stockyards, workshops, and improved farms) profitably</p>
Technical assistance sub-projects	<p>8 900 families increase their annual income by 20 to 30%, of which:</p> <p>(i) 1 800 families have access to agricultural technical assistance</p> <p>(ii) 1 800 families have access to livestock technical assistance</p> <p>(iii) 3 600 families have access to craft and microentrepreneurial technical assistance</p> <p>(iv) 1 800 families have access to land titling technical assistance</p> <p>(v) 400 beneficiaries have been trained to improve their productive skills</p> <p>(vi) Sanitary conditions at 18 fairs have improved</p> <p>(vii) 18 local products certified origin denominations have been obtained</p> <p>(viii) 18 pedestrian bridges, 30 km pedestrian trails and 15 tourist circuits have sign posts</p>	<p>5 300 families (or 60% of targeted families) are using their assets one year after project completion; of these 2 000 are woman-headed households</p> <p>(i) to (iii) 60% of families who accessed technical assistance report increased total revenue and/or sales one year after project completion</p> <p>(iv) 1 000 families finish their land titling one year after having started the procedure</p> <p>(v) 300 beneficiaries (men, women and youth) use their productive skills profitably one year after training completion</p> <p>(vi) 14 fairs have sanitary conditions fully working</p> <p>(vii) 14 local products certified origin denominations are operational one year after sub-project completion</p> <p>(viii) 12 project-financed infrastructures are operational one year after sub-project completion</p>

## APPENDIX V

Activity Clusters	First-Level Results	Second-Level Results
Management of natural resources sub-projects	<p>3 500 families increase the value of their physical assets by 20% (land, irrigation systems, and housing), of which:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) 500 families replaced flooding irrigation by adequate environmental practices such as composts</li> <li>(ii) 500 families have access to improved firewood stoves</li> <li>(iii) 500 families use environmental skills for livestock management and/or forage, and build barns and sheds</li> <li>(iv) 500 families use environmental skills for forestry and biomass energy management</li> <li>(v) 3 200 ha are irrigated, with improved environmental skills such as aspersion or hosing</li> </ul> <p>420 communities increase the value of their assets by 25% (land, and irrigation systems)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(vi) 6 400 ha are managed sustainably in previously degraded soils</li> <li>(vii) 18 km of irrigation ditches have been improved and are environmentally friendly</li> </ul> <p>1 800 families increase the value of their assets by 20% (land and forestry resources)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(viii) 54 environmental sub-projects have been formulated and evaluated</li> <li>(ix) 6 400 ha have been reforested in secondary forests</li> <li>(x) 2 conservation fauna and flora sub-projects have been implemented</li> </ul>	<p>2 100 families who saw a value increase in their assets manage their natural resources sustainably one year after sub-project completion</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) 400 families replaced flooding irrigation and their composts are operating</li> <li>(ii) 400 families report decreased respiratory illness</li> <li>(iii) 400 families report increase in total revenue and/or livestock sales, and their physical assets</li> <li>(iv) 400 families report optimization of biomass use</li> <li>(v) 2 600 ha are irrigated with improved environmental skills such as aspersion or hosing</li> </ul> <p>300 communities report a 10% value increase in their physical assets</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(vi) lands intervened by project are managed without conflict</li> <li>(vii) project-improved irrigation ditches are operational one year after project completion</li> </ul> <p>1 000 families increase the value of their assets by 20% (land and forestry resources)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(viii) 18 environmental sub-projects have been successfully implemented</li> <li>(ix) 900 families report reforestation benefits</li> <li>(x) 80 families have access to conservation sub-project benefits with flora and fauna</li> </ul>
Local knowledge and cultural diversity sub-projects	<p>18 cultural heritage sub-projects benefit 18 municipalities</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Six colonial churches, 6 archeological sites and 6 cultural sites rebuilt</li> <li>(ii) 18 cultural directories developed</li> </ul> <p>216 cultural contests implemented</p>	<p>18 cultural heritage sub-projects have been cofinanced and are operating</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) project cultural sites rebuilt are fully operating and maintenance is provided</li> <li>(ii) 18 cultural directories are bought mainly by tourists</li> </ul> <p>151 cultural contests are cofinanced by municipality and report sales increase</p>

